

UNESCO – BUREAU SOUS-REGIONAL DE NAIROBI

CONSULTATION SUR LE VIH/SIDA ET L'EDUCATION.

Du 4 au 6 mars 2003, Kigali, Rwanda

Mars 2003
Nairobi, Kenya.

TABLE DES MATIERES

Introduction

Objectifs de la consultation

Le VIH/SIDA et l'éducation en Afrique: aperçu des problèmes et des défis

Les principales responsabilités du secteur de l'éducation

Les défis posés aux institutions d'enseignement supérieur et la nécessité d'une réaction institutionnelle face au VIH/SIDA

Rapports des pays membres de la sous-région :

- *Points saillants du rapport national du Burundi*
- *Points saillants du rapport national du Kenya*
- *Points saillants du rapport national du Rwanda*
- *Points saillants du rapport national de l'Ouganda*

Questions et préoccupations communes découlant des rapports nationaux

Evaluation sommaire des actions menées en matière de VIH et d'éducation

Définition des priorités en matière de VIH et d'éducation

Hypothèses et principes stratégiques

Perspectives

- Nécessité d'une politique éducative sur le VIH/SIDA et d'une planification stratégique
- Priorités et domaines d'action
- Domaines de coopération et d'action de l'UNESCO dans la sous-région

Annexes

Rapport de la consultation

Introduction

1. L'UNESCO a organisé une consultation sur le VIH/SIDA et l'éducation, du 4 au 6 mars 2003 à Kigali, Rwanda. La rencontre a eu lieu à l'Institut des Sciences et de la Technologie de Kigali (KIST). Elle a réuni de hauts responsables issus des quatre pays dépendant du Bureau sous-régional de l'UNESCO basé à Nairobi, à savoir le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda. Des Responsables de commissions des enseignants, des directeurs/coordonateurs des unités de lutte contre le SIDA au niveau des ministères de l'Education et de hauts responsables chargés de la conception des programmes éducatifs ont également pris part à cette rencontre. La consultation a, en outre, enregistré la présence des secrétaires généraux des commissions nationales de l'UNESCO des pays membres de la sous-région, des responsables de l'UNESCO des Bureaux de Nairobi, de Bujumbura et de Kigali. L'honorable Ministre d'Etat rwandais chargé de l'Enseignement primaire et secondaire a ouvert la rencontre.

2. La consultation a bénéficié de l'appui technique du Groupe de travail mobile (MTT) sur le VIH et l'éducation¹, aidée en cela par d'autres experts reconnus du domaine du VIH/SIDA et de l'éducation. [*Le programme de la rencontre et la liste des participants se trouvent en annexe.*] La rencontre a pris en considération et s'est basée sur les résultats du séminaire sous-régional organisé par la Banque Mondiale sur 'l'accélération de la réaction du secteur de l'éducation au VIH/SIDA en Afrique', qui s'est tenu à Mombasa, au Kenya, en novembre 2002, et auquel participaient des représentants du Kenya et de l'Ouganda.

Objet de la consultation

3. L'objet de la consultation comportait deux volets: (1) susciter la prise de conscience et la compréhension de la manière dont le VIH/SIDA affecte l'éducation et de la manière dont le secteur de l'éducation influence le VIH/SIDA; et (2) identifier des perspectives de réaction stratégique au VIH/SIDA au sein et à travers le secteur de l'éducation. Compte tenu des problèmes et des défis auxquels sont confrontés les ministères de l'Education, les délibérations de la consultation ont porté sur les questions suivantes :

- i) Comment les ministères de l'éducation doivent-ils aborder l'impact du VIH/SIDA sur les enseignants, les apprenants et le système éducatif lui-même ?
- ii) Quels cadres de politique sont requis pour les ministères de l'éducation pour orienter la planification stratégique et la mise en œuvre ?

¹ Le Groupe de travail mobile (MTT) sur l'impact du VIH/SIDA sur l'Education a été conjointement conçu et appuyé par le Bureau pour l'Afrique de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), à travers son Département chargé du développement durable, et le Département chargé des questions économiques liées à la santé et de la recherche en VIH/SIDA (HEARD) de l'Université du Natal, à Durban, en Afrique du sud. Le MTT a été mis sur pied pour aider les ministères de l'Education et leurs partenaires à élaborer des réactions durables à l'impact du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation. Il se compose d'une équipe de spécialistes d'Afrique australe engagés à promouvoir une réaction proactive du secteur de l'éducation face à l'épidémie.

- iii) Comment les ministères de l'éducation peuvent-ils organiser une prévention et une éducation efficaces pour protéger les apprenants et les éducateurs contre les risques d'infection, notamment à travers la mise en pratique des principes de santé scolaire et d'environnement sain d'apprentissage ?²
- iv) Comment les ministères de l'éducation peuvent-ils s'assurer que les apprenants affectés par le VIH/SIDA ne risquent pas de perdre leurs opportunités en matière d'éducation et quelles mesures sont nécessaires pour garantir à ces enfants un enseignement de base de bonne qualité ?
- v) La nécessité de revoir le rôle des commissions des enseignants dans la protection des enseignants et des autres agents de l'éducation contre l'infection du VIH et comment ces commissions peuvent contribuer à procurer des soins et de l'appui aux enseignants et autres agents de l'éducation infectés par le VIH.
- v) Dans quelle mesure doit-on réviser les termes et conditions de service et d'emploi des enseignants pour y inclure les effets du VIH/SIDA, et dans quelle mesure systèmes de remplacement et de recrutement des enseignants doivent-ils être reformulés ?
- vi) La nécessité pour les établissements d'enseignement supérieur de concevoir des politiques institutionnelles en matière de VIH/SIDA et d'éducation.

Le VIH/SIDA et l'éducation en Afrique: Aperçu des problèmes et des défis

4. Depuis l'apparition du VIH/SIDA au cours des années 1980, il est devenu de plus en plus évident que cette maladie était capable de s'ériger en obstacle à la prestation des services d'éducation et de menacer la réalisation des objectifs de l'éducation. Depuis le début des années 1990, l'UNESCO a entrepris de former et de préparer des planificateurs de l'éducation à l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes éducatifs.³ Plus récemment, l'UNESCO a élaboré une stratégie africaine sur le VIH/SIDA et l'éducation, qui a été présentée aux ministres africains de l'Education lors de la Huitième Conférence des Ministres de l'Education des Etats membres africains (MINEDAF VIII), qui s'est tenue à Dar Es-Salaam, en Tanzanie, en décembre 2002. En dépit de ces efforts et de bien d'autres consentis, les ministères ont été généralement lents à réagir au VIH/SIDA.⁴

5. La consultation de Kigali, après avoir examiné l'épidémie du VIH/SIDA à l'échelle planétaire, a noté le fardeau disproportionné supporté par l'Afrique, en termes d'infections, de décès et d'orphelins du SIDA. L'Afrique sub-saharienne, qui abrite l'épicentre de cette maladie dans les régions orientale et australe de l'Afrique, ne compte que 10,4% de la population mondiale, mais pourtant 71,3% des infections totale de la planète, 73,3% des décès dus au SIDA (2001) et 11 millions des orphelins du SIDA (78,6% des orphelins du SIDA

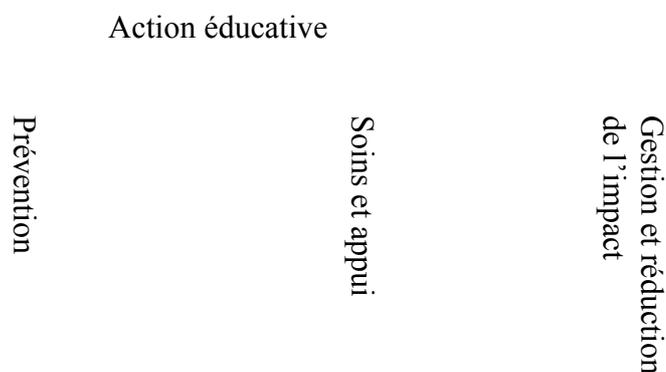
² Voir: UNESCO/UNICEF/OMS/Banque Mondiale 2000. Convergence des ressources sur la santé effective des écoles : Un début frais pour renforcer la qualité et l'équité de l'éducation. Rapport final du Forum Mondial sur l'Education. Paris /New York /Genève /Washington, D.C.

³ Des cours et stages ont été organisés à travers l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIEP), à Paris, France.

⁴ Voir UNESCO, 2002. A travers une action africaine: La stratégie de l'UNESCO en Afrique sub-saharienne contre le VIH/SIDA. Dakar, Sénégal.

dans le monde entier). Même si l’Afrique a suscité beaucoup d’attention, la toute récente explosion des infections de VIH en Eurasie, notamment en Chine, en Inde et en Russie, a ôté de son mythe une épidémie qui était considérée comme une ‘maladie africaine’. L’épidémie eurasiennne a tout de même eu pour avantage inattendu l’accroissement des investissements dans la recherche du vaccin. En revanche, elle a provoqué la réduction des ressources disponibles pour lutter contre la maladie en Afrique.⁵

6. La réaction du secteur de l’éducation face au VIH/SIDA comporte deux volets majeurs. Le premier consiste à minimiser l’impact du fléau sur le secteur de l’éducation et d’assurer le fonctionnement et la bonne performance permanents des systèmes éducatifs. Les enseignants doivent enseigner ; les enfants et les jeunes gens doivent apprendre et achever le cycle de l’enseignement de base; les institutions d’enseignement supérieur doivent préparer les futurs cadres chargés de diriger le développement national. Le deuxième volet consiste à maximiser l’impact de l’éducation sur l’épidémie en utilisant l’éducation pour prévenir de nouvelles infections de VIH/SIDA, et à offrir des soins et de l’appui aux personnes affectées par le VIH et le SIDA. Les trois piliers sur lesquels l’action du secteur de l’éducation repose sont les suivants:⁶



7. Le VIH/SIDA a créé un nouveau domaine pour les dirigeants du secteur de l’éducation. Les modèles d’action applicables à ce secteur sont inexistant. Ceci est dû en partie au fait que le VIH/SIDA a été considéré comme une maladie et un problème de santé et non comme un problème des responsables de l’éducation. En règle générale, la réaction du secteur de l’éducation a été de susciter la prise de conscience sur le VIH/SIDA à travers l’enseignement de l’étiologie de la maladie et de sa prévention. Les pratiques culturelles et sexuelles, les croyances et attitudes et le changement de comportement liés à la transmission de l’infection sont souvent ignorés. Il y a aussi des réactions négatives face à l’infection qui entraînent la stigmatisation, la discrimination et la peur. Les enfants orphelins du SIDA continuent d’abandonner les classes à cause de la perte des parents qui offrent l’appui à leur scolarisation. Le VIH/SIDA constitue l’une des plus grandes menaces au programme mondial de l’Education pour Tous (EPT). Dans les pays où le taux de prévalence du VIH/SIDA est élevé, les Etats éprouvent de sérieuses difficultés à réaliser les objectifs de l’EPT. Les coûts

⁵ Exposé par le Professeur M. Kelly et Professeur Otaala on «VIH/SIDA et l’éducation en Afrique» Consultation de l’UNESCO Nairobi sur le VIH/SIDA et l’éducation, mars 2003, Kigali, Rwanda.

⁶ Op. cit. Kelly et Otaala

de réalisation des objectifs de l'EPT dans l'éducation primaire sont d'à peu près 20% supérieurs à leur niveau dans les pays où le taux de prévalence du VIH/SIDA n'est pas élevé.⁷

Principales responsabilités du secteur de l'éducation

8. La consultation a examiné les principales responsabilités du secteur de l'éducation dans la lutte contre le VIH/SIDA. Ces responsabilités peuvent être résumées comme suit:

- i) La prévention de la propagation du VIH/SIDA dans toutes les institutions de l'éducation et dans tous les centres d'apprentissage chez les apprenants et les éducateurs;
- ii) L'offre d'appui social et psychologique de base aux apprenants et aux éducateurs déjà affectés et infectés par le VIH/SIDA;
- iii) La prestation de services éducatifs et de santé scolaire de qualité dans les pays touchés par le SIDA; et
- iv) Garantir l'engagement des ministères de l'Education et l'existence des structures et des ressources financières requises pour qu'ils puissent être efficaces dans la gestion compétente et élargie de la lutte contre le VIH/SIDA.

9. Le VIH menace tous les niveaux de l'éducation, depuis la prime enfance jusqu'à l'enseignement supérieur. Les enseignants et les éducateurs, tout comme les apprenants, ont besoin d'appui. Tant qu'il n'existe pas de vaccin et que les coûts du traitement restent exorbitants pour la grande majorité, l'éducation restera la stratégie la plus efficace pour lutter contre le SIDA. Il est nécessaire de promouvoir davantage l'éducation sur le VIH/SIDA à tous les niveaux⁸.

10. Dans le domaine de la prévention du VIH, un programme sur les compétences nécessaires à la vie est nécessaire mais pas suffisant. Il est nécessaire de former à la fois des enseignants qui ne sont pas encore en fonction et des enseignants pratiquants pour préparer les éducateurs à de nouveaux rôles. Il faut tirer profit de la formation des « éducateurs de santé de groupe » qui peuvent travailler avec des jeunes gens sur le changement d'attitude et de comportement. Des interventions directes sont aussi importantes dans la prévention, comme par exemple l'amélioration des conditions de santé dans les établissements scolaires, la mise en vigueur de lois et de règlements sur les abus sexuels, les tests de dépistage et le traitement des maladies sexuellement transmissibles, la disponibilité des préservatifs etc. Ici, le principe de « consacrer des ressources à l'efficacité de la santé scolaire » peut permettre aux décideurs de l'éducation et aux autorités scolaires locales à identifier et à résoudre les problèmes de santé qui menacent la réalisation des objectifs de l'EPT, et notamment le VIH/SIDA.⁹

⁷ Exposé par le Professeur M. Kelly sur « Le VIH/SIDA et la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous de Dakar ». Consultation du bureau sous-régional de l'UNESCO à Nairobi sur le VIH/SIDA et l'éducation, mars 2003, Kigali, Rwanda.

⁸ Exposé de C. M. Coombe sur « Impact du VIH sur l'éducation et comment devons-nous réagir ». Consultation du Bureau sous-régional de l'UNESCO à Nairobi sur le VIH/SIDA et l'éducation, mars 2003, Kigali, Rwanda.

⁹ Exposé par le Dr S. Nkinyangi sur « l'Education pour tous » : une approche de la santé scolaire sur le VIH/SIDA et l'éducation. Consultation du bureau sous-régional de l'UNESCO de Nairobi sur le VIH/SIDA et l'éducation, mars 2003, Kigali, Rwanda.

11. Pour assurer l'appui social de base, les éducateurs ont besoin d'une aide dans l'identification des personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA, pour être en mesure de leur donner des conseils et des orientations de base. Les éducateurs doivent contribuer à créer un environnement d'apprentissage sain et sécurisant qui puisse profiter également aux personnes affectées par le VIH.

12. Le renforcement de la qualité de l'éducation peut être assuré à travers l'inclusion du VIH dans tous les sous-secteurs de l'éducation, le maintien des objectifs de l'EPT, l'adaptation et l'amélioration des programmes de formation à l'intention des élèves-enseignants et des enseignants en fonction, pour tenir compte de la nécessité pour les éducateurs d'acquérir de nouvelles aptitudes et de compenser la perte des enseignants et des dirigeants. L'amélioration la gestion des services d'enseignement est cruciale et suppose la révision des règlements y afférents et de leur application, la revue des codes de conduite existants, la revue des systèmes de pension et d'assurance maladie, et l'orientation sur les rôles et responsabilités des enseignants.

13. La gestion de la lutte contre le VIH/SIDA requiert des dirigeants avisés et engagés qui connaissent ce qui doit être fait, pourquoi cela doit être fait et comment cela doit être fait.¹⁰

La gestion efficace de la lutte contre le VIH/SIDA requiert :¹¹
1. des dirigeants avisés et engagés
2. de la recherche et de l'analyse pour orienter la planification et la mise en œuvre des politiques
3. une politique du secteur de l'éducation sur le VIH/SIDA
4. la détermination des priorités et des plans d'action détaillés
5. de hauts responsables chargés du VIH dans le secteur de l'éducation
6. des partenariats et un dévouement collectif
7. du financement
8. le suivi et l'évaluation des progrès réalisés.

14. Les quatre domaines de l'action à mener dans le secteur de l'éducation ont été proposés comme suit¹² :

Prévenir la propagation.

Offrir de l'appui social.

Domaines d'action.

Maintien de la qualité.

Gestion de la lutte.

¹⁰ Op. cit. Coombs.

¹¹ Adapté de C. M. Coombs.

¹² Op. cit. Coombs.

Défis posés aux institutions d'enseignement supérieur et nécessité d'une réaction institutionnelle face au VIH/SIDA

15. Les institutions d'enseignement supérieur sont directement chargées du bien-être physique et de l'éducation d'un grand nombre de jeunes gens dont la plupart deviendront, demain, des dirigeants dans différents secteurs du développement social, économique et politique.¹³ Le plus souvent, les étudiants des universités ont des pratiques sexuelles à haut risque tels que les rapports sexuels sans protection, les changements et le partage fréquents de partenaires, les rapports sexuels à titre onéreux et la prostitution. La consommation d'alcool est aussi courante chez les étudiants et entraîne souvent des comportements irresponsables. Le nombre élevé des grossesses non désirées et des maladies sexuellement transmissibles (MST) est aussi la preuve que les étudiants pratiquent des rapports sexuels non protégés. Le harcèlement sexuel, les rapports sexuels non négociés entre partenaires masculin et féminin, le viol et la violence contre les femmes sont aussi courants sur les campus universitaires.

16. La pandémie du VIH/SIDA a un impact visible sur l'enseignement supérieur et cette tendance se poursuivra encore. Les institutions d'enseignement supérieur ont la responsabilité d'élaborer des stratégies efficaces pour lutter contre le VIH aussi bien au sein des institutions d'enseignement que dans la communauté en général. Etant donné la gravité de la menace que représente le VIH/SIDA à l'activité même des institutions d'enseignement supérieur, il importe d'avoir une idée claire de ce qui doit être fait pour minimiser l'impact de cette épidémie sur les étudiants et sur l'administration. Ces institutions doivent concevoir des politiques et des pratiques efficaces pour réaliser l'intégration nécessaire du VIH/SIDA dans les activités d'enseignement, de recherche et de service communautaire. Il faut donc assurer l'éducation et la prévention sur le VIH, de même que des services de soins et d'appui aux étudiants et au personnel administratif vivant avec le VIH/SIDA. Des structures administratives appropriées sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre des politiques et stratégies de lutte contre ce fléau.

Rapports nationaux des pays de la sous-région sur le VIH et l'éducation

17. Chacune des équipes représentant un pays a présenté un exposé sur l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation et sur les mesures en cours pour lutter contre la maladie et en diminuer l'impact. Ces rapports ont donné une idée sur les priorités, les forces et les faiblesses et les perspectives d'actions futures.

Points saillants du rapport national du Burundi

18. Au cours de ces dernières années, le Burundi a enregistré une chute des taux de scolarisation, malgré la légère amélioration observée au cours de l'année scolaire 2000-2001 (68% d'inscrits à l'école primaire). Le VIH/SIDA est attribué à la guerre civile qui sévit dans le pays ainsi qu'à l'accroissement du niveau de pauvreté. Le ministère de l'Éducation prévoit un impact majeur sur le secteur en raison de la multiplication des décès d'enseignants dus au

¹³ Exposé par le Professeur B. Otaala ou «L'enseignement supérieur et la nécessité d'une politique et une action stratégique contre le VIH/SIDA: Le cas de l'Université de Namibie». Consultation de l'UNESCO Nairobi sur le VIH/SIDA et l'éducation, mars 2003, Kigali, Rwanda.

SIDA et de l'augmentation du nombre des orphelins dont beaucoup vivent en marge du système éducatif. Il urge d'évaluer l'impact du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation et de concevoir une politique propre à ce secteur.

19. Le Burundi est l'un des pays africains les plus touchés par le VIH/SIDA et le treizième en termes de personnes adultes infectées. L'on estime qu'un grand nombre d'enfants et de jeunes scolarisés 'courent le risque' de contracter le VIH/SIDA. Une étude effectuée en 1997 a révélé que 23% des enfants de l'école primaire, 33% des élèves de l'école secondaire et 59% des étudiants des universités étaient sexuellement actifs et que seuls 43% d'entre eux prenaient des précautions lors des rapports sexuels. Une récente étude socio-comportementale (2000) a révélé que l'âge moyen pour le premier rapport sexuel est de 14,7 ans. Les enseignants ont un important rôle à jouer dans la prévention de la propagation du VIH. Le ministère reconnaît néanmoins la nécessité pour les enseignants d'être eux-mêmes informés et protégés contre les infections grâce à des rapports sexuels sans risques. De gros efforts sont nécessaires pour former les enseignants sur le phénomène du VIH et pour les préserver contre le VIH.

20. Le ministère de l'éducation élabore une approche sectorielle contre le VIH/SIDA basée sur la prévention, les soins et l'appui aux personnes infectées et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Les stratégies élaborées dans le cadre de cette approche sont entre autres: 1) des témoignages de personnes vivant avec le VIH et le SIDA. 2) l'utilisation des médias audiovisuels; et 3) l'éducation et les conseils par les autres. En ce qui concerne l'éducation au niveau des écoles, du matériel didactique a été produit pour les classes de 5^{ème} et la 6^{ème}. Dans les écoles secondaires, des outils d'information, d'éducation et de communication (IEC) ont été produits et diffusés. Il y a aussi des émissions radiodiffusées sur le VIH/SIDA. Des clubs 'Halte au SIDA' ont été créés dans les établissements secondaires et sont même en voie de création dans les écoles primaires. Un certain nombre d'autres activités de formation, d'IEC et d'éducation préventive sont en cours. En ce qui concerne les soins et l'appui, le ministère de l'Education compte créer un fonds d'aide aux personnes vivant avec le VIH/SIDA. Ce fonds serait alimenté grâce à des cotisations mensuelles du personnel de l'éducation. Une initiative est également lancée pour la création d'un fond de solidarité pour la fourniture d'antirétroviraux (ARV) et d'autres médicaments pour guérir les maladies opportunistes. Néanmoins, les obstacles assez nombreux ont nom le nombre assez élevé d'enseignants, d'élèves, d'élèves et d'étudiants qui ont besoin d'être atteints à travers la prévention, l'augmentation de la pauvreté au sein des populations, les nombreux enfants orphelins du SIDA (230 000), le nombre limité d'organisations à caractère social qui aident les orphelins, le coût élevé des ARV, le nombre limité des centres de dépistage et de conseils.

Points saillants du rapport national du Kenya

21. Selon le représentant du Kenya, la demande, la dispense et la qualité de l'enseignement ont été affectées par le VIH/SIDA. Des études sur le VIH/SIDA ont révélé que l'âge moyen d'initiation aux activités sexuelles est très bas, soit 11,7 ans. Les pratiques traditionnelles telles que la circoncision et bien d'autres coutumes ont un impact négatif sur les pratiques sexuelles chez les jeunes. L'influence des pairs oriente également le comportement des jeunes. Ces cinq dernières années, l'on a noté une hausse du taux de mortalité chez les enseignants, et le nombre d'orphelins du SIDA incapables d'accéder à l'éducation s'est accru. Le ministère de l'Education et l'Institut kenyan de l'éducation (Kenya Institute of Education) ont consentis d'importants efforts en vue de la conception de programmes éducatifs et d'outils didactiques d'IEC. Ils ont également mené des activités de

prévention et de sensibilisation à travers le renforcement des capacités, la création de clubs de santé, l'intégration de messages sur le VIH/SIDA dans les pièces de théâtre, dans la musique et dans les activités sportives. Le VIH/SIDA figure désormais dans le projet de plan de l'EPT et figure au nombre des priorités des plans de l'EPT des provinces et des districts. Assurer la scolarisation des enfants affectés par le VIH/SIDA reste un problème majeur et une menace à la réalisation des objectifs de l'EPT, et notamment au succès de la nouvelle politique gouvernementale de la gratuité de l'enseignement primaire. Au niveau de l'enseignement secondaire, des bourses sont accordées aux élèves affectés par le SIDA, mais ces bourses sont limitées. Grâce à une éducation et une sensibilisation préventives, l'on parviendra à protéger les enseignants contre l'infection et empêcher qu'ils infectent d'autres. Les systèmes de recrutement des enseignants et l'enseignement dispensé requièrent une attention immédiate.

22. Au nombre des défis liés à la gestion et à la réduction des effets du VIH/SIDA figurent la conception et l'utilisation des outils didactiques et d'apprentissage du VIH/SIDA et le renforcement de la capacité des enseignants à dispenser les programmes sur le SIDA dans les écoles, à concevoir des programmes sur les techniques de la vie, à faciliter l'enseignement basé sur les techniques et l'éducation de groupe. En matière de soins et d'appui, les services d'orientation et de conseils, s'ils sont bien conçus et appliqués, peuvent fournir un enseignement sur la prévention, les soins et l'appui. Le ministère de l'Éducation a initié un programme d'alimentation scolaire qui permet aux enfants défavorisés et notamment à ceux affectés par le VIH/SIDA de poursuivre leur scolarisation. Certaines organisations non-gouvernementales (ONG) offrent de l'appui pour le traitement des enseignants et de leurs familles. Les défis identifiés en matière de soins et d'appui sont entre autres : le manque de politique claire en matière de soins et d'appui, notamment en matière de traitement des enseignants et d'accès aux ARV, le manque de données fiables sur les enseignants et les apprenants affectés ou infectés, les contraintes financières, la stigmatisation, le rejet et l'absence d'un cadre juridique pour le VIH/SIDA. Le Kenya a identifié comme domaines d'action prioritaires la nécessité de renforcer les capacités et d'assurer une formation des enseignants pratiquants, la conception d'une politique propre au secteur de l'éducation sur le VIH/SIDA, l'évaluation de l'impact de la maladie sur le secteur, l'élaboration d'un plan stratégique pour le VIH/SIDA et la mobilisation des ressources.

Points saillants du rapport national du Rwanda

23. Le Rwanda a également indiqué que la demande, la dispense et la qualité de l'enseignement sont affectées par le VIH/SIDA. Une proportion élevée des infections de VIH dans ce pays est attribuée à la guerre, au génocide, à la violence et au viol. Le Rwanda mène actuellement une étude sur l'impact du VIH/SIDA et les résultats de cette étude seront bientôt publiés. Les premiers résultats de l'étude sur l'impact du VIH/SIDA ont révélé des faiblesses dans le secteur de l'éducation où les enfants non scolarisés ne font l'objet d'aucun suivi véritable. Les étudiants des institutions d'enseignement supérieur sont exposés à de hauts risques. Le gouvernement rwandais a fait de la prévention du VIH/SIDA et de la limitation de son expansion au sein et en dehors des écoles, le septième objectif du plan d'action national de l'EPT. Le ministère de l'éducation offre des repas scolaires aux enfants affectés et infectés par le VIH/SIDA, au nombre desquels figurent les orphelins et les enfants vulnérables (OEV). Les enseignants sont encouragés à constituer des associations de sensibilisation sur le VIH/SIDA. De nouvelles stratégies pour le recrutement des enseignants et pour le traitement médical seront adoptées à l'issue de l'évaluation de l'impact. Au nombre des mesures préventives figurent la formation des enseignants sur la prévention du VIH, l'introduction de l'éducation sur le VIH et les techniques de vie dans les programmes d'enseignement, la

production d'outils didactiques, la promotion des campagnes médiatiques et la création de clubs anti-SIDA dans les écoles.

24. Parmi les défis posés à la prestation de soins et d'appui aux personnes atteintes du VIH/SIDA au Rwanda, il y a le manque de capacité et de personnel qualifié pour apporter l'appui nécessaire, l'absence d'un système de suivi des apprenants hors de l'école, d'un système d'orientation ou d'un cycle de soins et d'appui et le manque de moyens financiers. Le ministère de l'Education devra renforcer sa capacité à relever les défis posés par le VIH/SIDA et à collaborer étroitement avec les autres secteurs. Le ministère de l'Education devra faire preuve de réalisme dans la planification des objectifs réalisables et des réalisations durables. La politique du secteur de l'éducation sur le VIH/SIDA devra être finalisée.

Points saillants du rapport national de l'Ouganda

25. L'Ouganda a fait état de la même situation quant à l'impact du VIH/SIDA sur l'offre, la demande et la qualité de l'éducation. Des études ont été menées dans certains districts sur l'impact du VIH/SIDA sur l'enseignement officiel, et les meilleures pratiques ont été examinées. Les principaux résultats de l'étude sont les suivants: l'orientation et les conseils dans les écoles ont été d'un appui informationnel et psychologique aux enfants vulnérables; mais les programmes d'orientation et de conseils manquent de personnel et de directives claires. Il y a très peu de volets sur le VIH/SIDA dans les programmes éducatifs, et l'on peut attribuer cet état de choses à la conception selon laquelle le VIH/SIDA est une matière qui embarrasse les parents, les enseignants et les élèves. Les rapports officiels sur les cas de maladie et de décès chez les enseignants sont peu nombreux. Les orphelins du SIDA se disent rejetés de tous et privés de toute aide financière, et la plupart d'entre eux soumis par leurs tuteurs à de rudes corvées. L'assistance aux parents malades qui, plus tard meurent du SIDA, a un impact durable sur les enfants. Il n'existe aucune méthode systématique d'identification des orphelins.

26. L'Ouganda a exprimé le besoin d'instituer une politique de lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation, qui soit conforme au projet de politique de santé éducative et au projet de directives pour l'orientation et les conseils dans les écoles. Il faudra intensifier la sensibilisation sur le VIH/SIDA à tous les niveaux afin d'intégrer la question du VIH/SIDA dans tous les volets des programmes scolaires et promouvoir l'éducation sur le VIH/SIDA. Des services de conseils et de santé sont également nécessaires car ils permettront de promouvoir le bien-être des orphelins du VIH/SIDA et celui des enseignants et des élèves infectés. Des activités conjointes de planification, de coordination, de suivi et d'évaluation seront également initiées dans le secteur. Un plan stratégique pour le VIH/SIDA a identifié la nécessité de formuler des politiques. Des outils d'IEC ont été produits et distribués aux directeurs d'école et aux étudiants, et des clubs anti-SIDA ont été créés.

27. Dans le cadre de la réduction de l'impact du VIH/SIDA, des mesures telles que la création de clubs de santé dans les écoles et autres institutions d'enseignement, un fonds de bienfaisance pour les enseignants infectés, la promotion d'un système de test de dépistage et de conseils volontaires (CTV) pour les enseignants sont proposées; il faut ajouter à ces mesures l'octroi d'un congé maladie de 3 mois aux enseignants infectés, le recrutement d'enseignants occasionnels pour remplacer les enseignants absents/malades et ceux surchargés, la fourniture régulière d'IEC, la distribution de préservatifs au personnel du ministère de l'Education. Les programmes de soins et d'appui comportent un fonds de bienfaisance pour les orphelins nécessiteux du VIH/SIDA, l'évaluation des besoins en

éducation des orphelins du VIH/SIDA et le ‘lobbying’ pour une indemnisation à hauteur de 50 à 100% des frais de scolarité des orphelins.

Questions et préoccupations communes découlant des rapports nationaux

28. Les pays présentaient beaucoup de similarités quant aux approches et aux problèmes. L’accent est la plupart du temps mis sur la prévention. Alors que les pays se disent concentrés sur les activités de prévention au niveau de l’école, l’ampleur réelle du travail qu’ils entreprennent est dans la plupart du temps peu évidente. Les pays ne semblent pas établir une nette distinction entre ce qu’ils sont entrain de réaliser, ce qu’ils comptent réaliser, et ce qu’ils voudraient réaliser. Les rapports ont mis en évidence un fort accent sur les projets pilotes, mais un nombre très limité de ces projets ont donné naissance à des initiatives de grande envergure. Les pays se consacrent également beaucoup plus à lutter contre l’épidémie à travers les programmes éducatifs, en mettant davantage l’accent sur la conception de matériels didactiques. Ils accordent moins d’attention aux questions de soins et d’appui, de gestion, de coordination et de protection de la qualité de l’enseignement dispensé. Il importe également d’incorporer plus résolument des perspectives culturelles et traditionnelles dans les programmes scolaires et de tirer profit du bon usage des valeurs culturelles positives. Les pays n’ont pas vraiment évoqué la jeunesse déscolarisée.

29. La nécessité de politiques et de directives scolaires s’est avérée évidente. Les enseignants ont besoin d’être suffisamment outillés pour relever les défis auxquels ils sont confrontés à travers les codes, les directives, les règlements et les outils didactiques. Il faut également revoir la formation des enseignants et la renforcer. Cela est d’une importance cruciale, notamment en ce qui concerne la révision des programmes, la méthodologie et les programmes de recyclage. Les rapports des pays participants ont très peu fait état: (1) de la gestion des enseignants (la gestion de service d’enseignement en termes d’abandons, de ré-affectation, de pension et de prise en charge médicale); (2) de la formation des enseignants (pré-emploi et recyclage pour les enseignants qui sont déjà en fonction et de nouveaux modèles de formation pré-emploi pour satisfaire aux nouvelles exigences de quantité et de qualité ; et (3) des orphelins et des autres enfants vulnérables et des responsabilités du secteur éducatif envers eux.

30. On a peu évoqué l’idée d’une «lueur d’espoir » pour les enfants de moins de dix ans, autrement dit comment prémunir les enfants de moins de 10 ans contre VIH. Les ministères de l’Education ont la charge des enfants en âge préscolaire et de ceux de l’enseignement primaire ; ils doivent par conséquent accorder davantage d’attention à ce groupe. Dans le même ordre d’idées, il importe de passer des établissements secondaires pour s’occuper de niveaux moins élevés. Le changement de comportement est un processus de longue haleine. En règle générale, il faut adopter une position et un engagement durables – d’au moins 50 ans. Par conséquent, il faudra se préoccuper du développement des caractères et pas seulement du changement de comportement.

31. Les pays participants ont aussi peu évoqué le secteur de l’enseignement supérieur et le rôle crucial que ce sous-secteur peut jouer dans la satisfaction des besoins en effectifs d’enseignants, d’agents de santé, d’assistants sociaux et d’autres spécialistes, en servant de connaissances sur le VIH pour la nation, en formant de nouvelles catégories d’enseignants, et en veillant au bien-être des étudiants et du personnel de l’éducation. L’enseignement supérieur semble, dans l’ensemble, avoir été gravement négligé.

32. Un accent particulier a été mis sur les ARV et les soins médicaux ; mais les participants n'ont pas suffisamment pris conscience des implications de ces deux éléments en termes d'infrastructures médicales, de coûts et d'engagement à assurer le traitement à vie des patients.

33. Enfin, les rapports nationaux ont souligné la nécessité d'une politique propre au secteur de l'éducation sur le VIH/SIDA. Un plan stratégique devra également être mis en place sous la direction effective et soutenue d'une administration compétente.

Evaluation sommaire des actions menées en matière de VIH et d'éducation

34. Les quatre équipes nationales ont procédé à une évaluation sommaire de la qualité de leurs activités respectives dans les quatre principaux domaines d'action que sont la prévention du VIH/SIDA, les soins et l'appui aux apprenants et aux éducateurs affectés par le VIH/SIDA, le maintien de la qualité des services d'enseignement et la gestion de la lutte contre le VIH/SIDA. Elles ont procédé à une notation de leurs actions de zéro (pas d'action) à trois sur la base des critères ci-après :

Evaluation sommaire des actions menées en matière de VIH et d'éducation		
<i>Domaine 1 : Prévention du VIH/SIDA</i>		
		<i>Note</i>
→ Insertion des techniques de vie dans les programmes scolaires	Les apprenants sont-ils incités, à travers les programmes scolaires, à adopter des modes de vie exemplaires tels que les rapports sexuels sans risque et les attitudes et comportements appropriés ?	
→ Priorité aux programmes sur les techniques de vie	Les techniques de vie, et notamment les programmes sur la santé sexuelle et de la reproduction constituent-elles des volets prioritaires des programmes éducatifs ?	
→ Conception et distribution d'outils didactiques et d'apprentissage.	Des outils didactiques adaptés aux apprenants et aux autres institutions d'enseignement ont-ils été conçus et distribués ? Tiennent-ils compte des sages préceptes des cultures et des traditions ?	
→ Préparation des enseignants.	Les éducateurs sont-ils suffisamment aguerris, à travers la formation pré-emploi et le recyclage, à enseigner les programmes sur les techniques de vie et à se maintenir en bonne santé et exempts du VIH ?	
→ Formation sur le VIH/SIDA. Universités, écoles normales d'enseignants, écoles d'enseignement supérieur, personnel du ministère de l'Education.	La formation dispensée dans les universités, les écoles normales d'enseignants, dans les écoles d'enseignement supérieur et au personnel de l'éducation sur la question du VIH/SIDA est-elle mise en œuvre et appliquée ?	
→ Evaluation du matériel didactique et des cours.	Le matériel didactique et les cours ont-ils fait l'objet d'évaluation quant à leur contenu, à leur mise en application et à leurs résultats ?	
→ Stratégies complémentaires.	Des stratégies complémentaires telles que les interventions paritaires dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition dans les écoles (fourniture de nourriture, d'eau et d'assainissement, traitement des MST et amélioration de l'environnement scolaire) ont-elles mises en place ?	
→ Viabilité des préservatifs.	Le ministère de l'Education a-t-il publié des directives sur la disponibilité et l'usage des préservatifs aux apprenants, aux éducateurs et aux autres agents de l'éducation ?	
→ Partenariats	D'autres partenaires contribuent-ils aux programmes de prévention ?	
<i>Domaine 2 : Soins et appui aux apprenants et au personnel affectés de l'éducation.</i>		

		<i>Note</i>
→ Environnement d'enseignement salubre et sain	Des mesures sont-elles prises pour que toutes les institutions d'enseignement sont salubres et saines, spécialement pour les jeunes filles?	
→ Lutte contre le traumatisme chez les apprenants.	Des mesures ont-elles été prises pour préparer les éducateurs à aider les enfants en détresse – en raison notamment du traumatisme causé par la pauvreté, la perte d'un parent ou le VIH ?	
→ Lutte contre le traumatisme chez les éducateurs / enseignants.	Des mesures ont-elles été prises pour aider les éducateurs séropositifs à se procurer des CTV, des médicaments ? Un régime adapté à leur état a-t-il été conçu pour les aider ?	
→ La stigmatisation et la discrimination	Des mesures ont-elles été prises pour réduire l'isolement, la stigmatisation et la discrimination liées à l'infection du VIH?	
→ Codes de conduite / d'éthique	Les éducateurs ont-ils reçu une instruction sur les codes de conduite professionnelle ou de déontologie ? Les cas d'abus, de harcèlement ou de violence sont-ils correctement réprimés?	
→ Liens entre l'éducation et les services sociaux d'appui aux orphelins du SIDA	Le secteur d'éducation dispose-t-il de liens avec d'autres secteurs tels que ceux de la santé et du bien-être social, dans le but de créer un réseau d'appui aux orphelins ?	
→ Politique éducative pour les orphelins du SIDA	Le secteur de l'éducation dispose-t-il d'une politique régissant sa responsabilité vis-à-vis des orphelins qui pourraient être contraints d'abandonner école?	
→ Partenariats	D'autres partenaires contribuent-ils de façon systématique et durable aux programmes de soins et d'appui ?	
Domaine 3 : Renforcement de la qualité de l'enseignement dispensé.		
		<i>Note</i>
→ Evaluation de l'impact	Une évaluation a-t-elle été faite de l'impact probable du VIH/SIDA sur le secteur de l'éducation à l'avenir, en termes de demande, d'offre et de qualité ?	
→ Profil des risques	Les facteurs qui rendent les apprenants et les éducateurs vulnérables à l'infection sont-ils clairement identifiés ?	
→ Stabilisation	Des mesures sont-elles prises pour maintenir la qualité de l'éducation dispensée et pour remplacer les enseignants et les agents défaillants ?	
→ Prévisions	Des prévisions relativement précises ont-elles été faites sur l'environnement et les besoins en enseignants aux différents niveaux du système sur les cinq à dix prochaines années ?	
→ Adaptation des termes et conditions d'emploi	La commission des enseignants a-t-elle pris des mesures pour anticiper les besoins des éducateurs affectés par le VIH en termes d'assurance maladie, de congés maladie, de test de dépistage et de conseils, de politique d'entreprise, de fourniture d'ARV et de retraite anticipée ?	
→ Adaptation de la formation	Des mesures ont-elles été prévues pour adapter les programmes de formation pré-emploi et de recyclage afin de permettre aux enseignants en service et à ceux non encore enrôlés de satisfaire des besoins plus complexes d'apprentissage ?	
→ Créativité dans la lutte	Le système s'efforce-t-il d'offrir des services éducatifs consistants et adaptés aux apprenants affectés par le VIH/SIDA, comme par exemple l'identification de nouveaux créneaux horaires, de nouveaux lieux et de nouvelles techniques d'apprentissage et l'enseignement?	
→ Tous les sous-secteurs concernés	Accorde-t-on suffisamment d'attention aux besoins en planification de tous les sous-secteurs de l'éducation – depuis le bas âge, jusqu'au niveau post-secondaire?	
Domaine 4 : Gestion de la lutte contre VIH/SIDA dans le secteur éducatif.		
		<i>Note</i>
→ Politiques et règlements	Des politiques et une réglementation sont-elles en vigueur	

	sur le VIH/SIDA ? Y a-t-il un code de conduite et une éthique appropriés pour les enseignants et les apprenants? Sont-ils appliqués?	
→ Prévention de la propagation et réduction de l'impact	Existe-t-il une approche d'ensemble qui tienne équitablement compte de : 1. la prévention de la propagation de la maladie ; et 2. la réduction de l'impact anticipé de la pandémie sur l'éducation ?	
→ Leadership	Les dirigeants politiques, les cadres supérieurs, les syndicats d'enseignants, la commission des enseignants, les instances dirigeantes des écoles sont-ils suffisamment informés et engagés dans la lutte contre le VIH/SIDA?	
→ Engagement collectif	Des partenaires externes au gouvernement sont-ils impliqués dans la lutte contre le VIH/SIDA? Existe-t-il des mécanismes de partenariat?	
→ Programme de recherche	Dans le secteur de l'éducation, existe-t-il un programme de recherche sur le VIH/SIDA et l'éducation? Les informations sur le VIH/SIDA sont-elles collectées, analysées, conservées et diffusées?	
→ Gestion efficace	Un haut responsable a-t-il été engagé à plein temps au niveau du ministère de l'Education pour s'occuper du VIH/SIDA? La structure de gestion du VIH/SIDA comprend-elle des partenaires membres du gouvernement et d'autres non membres du gouvernement ?	
→ Plan stratégique	Existe-t-il pour le secteur de l'éducation un plan stratégique sur le VIH/SIDA qui couvre certains ou tous les sous-secteurs du système éducatif ?	
→ Ressources	Les plans sont-ils suffisamment dotés de financement ? Les fonds sont-ils acheminés vers les différents niveaux du système et vers les partenaires extérieurs au gouvernement, et capables de les utiliser?	

35. Les quatre pays ont identifié «le renforcement de la qualité de l'enseignement dispensé» (Domaine 3) comme domaine le plus faible. Les pays ont également reconnu la nécessité d'une évaluation de l'impact (sauf dans le cas du Rwanda qui est sur le point d'achever son évaluation d'impact). Chaque pays a besoin de procéder à une révision des termes et conditions de travail et d'emploi des enseignants en tenant compte du VIH/SIDA. Ils ont estimé que leurs efforts dans la gestion de la lutte contre le VIH/SIDA sont encore insuffisants et que davantage d'efforts sont nécessaires dans ce domaine, à commencer par la conception d'une politique et de plans stratégiques sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation (Domaine 4). Pour ce qui est de la prévention, les pays ont noté qu'en dépit des efforts consentis dans les domaines de la conception d'outils didactiques, des programmes et de la formation des enseignants, beaucoup reste néanmoins à faire. L'évaluation des mesures de prévention fait également défaut (Domaine 1). Les pays ont en général estimé qu'ils ont fait des progrès en matière de soins et d'appui (Domaine 2), mais que beaucoup restait à faire, notamment dans la lutte contre le traumatisme et les relations avec les autres services sociaux. Les notes obtenues par chaque ces pays dans chacun de ces quatre domaines sont les suivantes:

Domaine 1: Prévention du VIH//SIDA

	Techniques de vie sur les programmes	Priorité aux programmes sur les techniques de vie	Conception et distribution d'outils didactiques et d'apprentissage.	Préparation des enseignants.	Formation sur le VIH/SIDA. Universités, écoles normales d'enseignants, écoles	Evaluation du matériel	Stratégies complémentaires	Disponibilité des préservatifs	Partenariats

					d'enseignement supérieur				
Burundi	2	2		2	2	1	1	1	2
Kenya	1	2		1	2	0	1	0	3
Rwanda	2	2		1	2	0	2	0	3
Ouganda	2	2		1	1	0	3	0	3

Domaine 2: Soins et appui aux apprenants et aux éducateurs affectés

	Environnements salubres et sains	Lutte contre le traumatisme des apprenants	Lutte contre le traumatisme des éducateurs	Stigmatisation et discrimination	Codes de conduite et d'éthique	Liens avec les services sociaux d'aide aux orphelins du Sida	Politique éducative pour les orphelins du Sida	Partenariats
Burundi	1	0	1	1	2	2	2	2
Kenya	2	1	0	0	3	0	2	1
Rwanda	3	1	1	3	3	1	3	2
Ouganda	2	2	1	3	2	1	1	1

Domaine 3: Renforcement de la qualité de l'éducation dispensée

	Evaluation de l'impact	Profil des risques	Stabilisation	Prévisions	Ajustement des conditions d'emploi	Ajustement de la formation	Créativité dans la lutte	Tous les secteurs concernés
Burundi	0	2	2	2	1	2	0	1
Kenya	0	1	3	3	0	1	1	2
Rwanda	2	1	0	2	0	1	0	2
Ouganda	1	3	1	1	0	3	0	2

Domaine 4: Gestion de la lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation

	Politiques et règlements	Prévention de la propagation et réduction de l'impact	Leadership	Engagement collectif	Programme de recherche	Gestion efficace	Plan stratégique	Ressources
Burundi	1	2	2	1	1	1	1	1
Kenya	1	2	2	1	2	0	0	1
Rwanda	1	2	2	2	3	1	3	2
Ouganda	1	3	3	1	2	1	2	1

36. A la lumière des exposés des pays participants, il a semblé que les pays n'étaient pas assez rigoureux dans la notation de leurs performances, et se sont en général surestimés. Cette surestimation a notamment porté sur des domaines tels que la gestion du VIH, la gestion du service des enseignants, et la protection des orphelins du SIDA.

L'établissement des priorités du secteur de l'éducation en matière de VIH

37. Les pays ont été invités à accorder la priorité aux domaines suivants: 1) la prévention; 2) les soins et l'appui ; et 3) le renforcement de la qualité de l'éducation. La gestion (Domaine 4) a été omise parce qu'elle est inclus dans les trois autres domaines et parce qu'il est une condition préalable à de l'action dans chaque domaine. Les pays ont été invités à prendre en considération les points suivants:¹⁵

¹⁵ Exposé du Professeur M. Kelly sur «Les Principes qui aident lors de la décision sur les priorités » et exposé sur « Ce qu'est un plan stratégique». Consultation de l'UNESCO Nairobi sur le VIH/SIDA et l'éducation, mars 2003, Kigali, Rwanda.

- **Dans les pays où le besoin est le plus manifeste:** les activités susceptibles d'avoir le maximum d'impact sur un aspect spécifique de l'épidémie, les activités qui s'attaquent au défi le plus urgent, les activités potentiellement incitatrices, les activités qui peuvent avoir l'impact le plus important avec les efforts les moins importants, les activités susceptibles de produire des résultats rapides et visibles.
- **Dans les pays où l'impact est potentiellement important :** des activités que personne n'a encore jamais entreprises ; la mise en œuvre est directe parce que les activités seront exécutées selon des processus et infrastructures existants; des activités indépendantes peuvent être exécutées sans conditionnalité et sans activités préalables.
- **Dans les pays où l'impact est susceptible d'avoir un effet multiplicateur :** des activités préalables à d'autres interventions majeures, mais qui ne peuvent être lancées avant leur mise en place totale ; des activités considérées comme exemptes de toute controverse, mais qui bénéficieraient aisément de l'engagement politique, professionnel et administratif nécessaire; des activités qui utilisent des ressources disponibles au niveau local et qui facilitent la mise en œuvre immédiate.

Priorités des pays

Burundi	Kenya	Rwanda	Ouganda
1. Programme approprié dans les écoles	1. Evaluation de l'impact.	1. Environnement scolaire salubre et sain	1. Evaluation – prévention
2. Préparation des enseignants	2. Conception des outils didactiques	2. Programme approprié	2. Créativité dans la lutte
3. Conception des outils didactiques	3. Préparation des enseignants	3. Conception d'outils didactiques	3. Adaptation des termes et conditions de travail
4. Prévention – évaluation	4. Politique éducative en faveur des orphelins du SIDA	4. Conception d'outils didactiques	4. Formation sur le VIH/SIDA – universités formation des enseignants - post-secondaire
5. Prévention – partenariats	5. Lutte contre le traumatisme des apprenants et des éducateurs	5. Partenariats – prévention	5. Conception d'outils didactiques
6. Politique éducative en faveur des orphelins du SIDA	6. Adaptation des termes et conditions de travail	6. Préparation des enseignants	6. Lutte contre le traumatisme des apprenants
7. Environnement scolaire salubre et sain	7. Disponibilité des préservatifs	7. Formation sur le VIH/SIDA – universités formation des enseignants - post-secondaire	7. Prévisions
8. Lutte contre le traumatisme des éducateurs.	8. Stigmatisation et discrimination.	8. Lutte contre le traumatisme des apprenants	8. Liens de l'éducation avec les services sociaux qui s'occupent des orphelins du SIDA.
9. Codes de conduite/éthique.	9. Partenariats – soins et appui	9. Liens de l'éducation avec les services sociaux qui s'occupent des orphelins du SIDA	9. Partenariats – prévention
	10. Stabilisation	10. Adaptation des termes et conditions de travail	10. Disponibilité des préservatifs

38. Il est intéressant de noter que les priorités identifiées par les pays ne correspondent pas forcément, dans tous les cas, aux domaines où ils ont obtenu les meilleures notes lors de l'évaluation sommaire.

Burundi	Kenya	Rwanda	Ouganda
Prévention 5/9	Prévention 3/10	Prévention 6/10	Prévention 5/10
Soins et appui 4/9	Soins et appui 4/10	Soins et appui 3/10	Soins et appui 2/10
Maintien de la qualité 1/9	Maintien de la qualité 3/10	Maintien de la qualité 1/10	Maintien de la qualité 3/10

Hypothèse et principes stratégiques

39. Après l'examen des priorités, les pays ont procédé à celle des hypothèses susceptibles d'être appliquées dans le contexte particulier de chaque pays. Ces hypothèses doivent être bien comprises parce qu'elles servent de base à la conception de plans réalistes pour la lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation.¹⁶ Il a été demandé aux pays de réfléchir à des exemples d'hypothèses devant servir de base à une déclaration de politique et à tout plan d'action issu de cette politique, comme par exemple: 1) nous sommes en situation de crise et il nous faut adopter une réaction de crise; 2) L'éducation a un rôle à jouer au-delà de la seule prévention; 3) tous les sous-secteurs du système sont touchés par le VIH/SIDA ; 4) La capacité de gestion est limitée mais elle peut être mieux mobilisée.

40. Les principes stratégiques ont été abordés car ce sont ces principes qui orientent la planification stratégique et la mise en œuvre. Au nombre de ceux-ci figurent notamment : 1) Les programmes sur le VIH/SIDA doivent être autant que possible à long terme, systématiques, réguliers, intensifs et élargis et garantis pour une plus longue durée; 2) la décentralisation, la collaboration et la tolérance doivent caractériser la campagne contre le VIH/SIDA ; 3) les écoles peuvent servir de centres d'initiatives communautaires, et les parents peuvent y être associés. Les pays ont identifié les hypothèses et principes stratégiques suivants :

Hypothèses de base et principes de planification stratégique

Burundi	<p>1) La stigmatisation, le silence et le rejet constituent des obstacles aux actions concrètes de lutte contre le VIH/SIDA</p> <p>2) Les apprenants et les éducateurs (enseignants et autres encadreurs) sont exposés au VIH/SIDA.</p> <p>3) l'éducation a un rôle majeur à jouer dans la lutte contre le VIH/SIDA, cependant, le ministère de l'éducation ne peut pas agir seul ; il lui faut collaborer avec d'autres secteurs et d'autres partenaires au nombre desquels la société civile, les ONG, etc.</p> <p>4) Les ressources humaines et financières sont limitées et tous les efforts doivent être fait pour utiliser au mieux les ressources disponibles pour lutter contre le VIH/SIDA.</p> <p>5) La lutte contre le VIH/SIDA doit s'articuler autour de quatre principales lignes d'action : 1) la réduction de la propagation des infections de VIH ; 2) les soins et l'appui aux personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA ; 3) la protection de la qualité et de la prestation des services éducatifs ; 4) l'organisation et la gestion de la lutte du secteur de l'éducation.</p>
----------------	--

¹⁶ Exposé de C. Coombe sur « Les hypothèses de planification et les principes de la planification stratégique », Consultation du Bureau sous-régional de l'UNESCO à Nairobi sur le VIH/SIDA et l'éducation, mars 2003, Kigali, Rwanda.

	6) La lutte contre le VIH/SIDA doit être intégrée aux programmes scolaires à tous les niveaux (primaire, secondaire et supérieur).
Kenya	<p>1) Il faut concevoir une politique exhaustive et claire sur la lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation.</p> <p>2. Des données exactes et fiables doivent être collectées et analysées pour garantir une planification appropriée et la prise de décisions judicieuses dans le domaine du VIH/SIDA.</p> <p>3. Des budgets pour la lutte contre le VIH/SIDA doit figurer dans les budgets nationaux (Cadre de dépenses à moyen terme – CDMT).</p> <p><u>Hypothèses</u></p> <p>1) De nombreuses croyances et pratiques culturelles peuvent empêcher la diffusion d'informations et de conseils précis sur le VIH/SIDA. Une action spécifique dans le domaine culturel est nécessaire et doit figurer au nombre des mesures préventives.</p> <p>2) Les organisations religieuses sont d'importants véhicules qui peuvent contacter une large proportion de la population, et plus particulièrement les familles.</p> <p>3. La volonté politique qui existe actuellement devra être judicieusement utilisée pour appuyer les programmes de lutte contre le VIH/SIDA.</p>
Rwanda	<p>1) Il faut assurer durablement l'engagement politique au plus haut niveau dans la lutte contre le VIH/SIDA.</p> <p>2. Il est possible de réduire la propagation de l'infection et son impact sur la société si les efforts de lutte contre le SIDA sont bien coordonnés.</p> <p>3. La réduction de l'impact du VIH/SIDA sur secteur de l'éducation diminuera d'une façon significative l'impact de la pandémie sur la population en général, vu la taille de ce secteur.</p> <p>4. La promotion des CTV dans le secteur de l'éducation jouera un important rôle dans la réduction de la propagation du VIH/SIDA.</p> <p>5. Les fonds nécessaires pour les activités extrabudgétaires de lutte contre le VIH/SIDA seront mobilisés.</p>
Ouganda	<p>1) Il ne suffit pas de distribuer les préservatifs sans en expliquer le mode d'emploi, en assurer la disponibilité et donner aux populations la capacité financière de les acheter.</p> <p>2. Des données précises sont préalables à la formulation d'une politique appropriée de lutte contre le VIH/SIDA.</p> <p>3. Des éducateurs motivés et relativement bien équipés permettent la mise en œuvre efficace des stratégies de lutte contre le VIH/SIDA.</p> <p>4. Les mesures de prévention ne donneront pas la preuve de leur pleine efficacité, tant que des mesures appropriées/adéquates ne seront pas mises en place pour réduire l'impact du VIH/SIDA.</p>

Perspectives

41. La consultation a donné une opportunité aux représentants des quatre pays du Bureau sous-régional de l'UNESCO à Nairobi (Burundi, Kenya, Rwanda, Ouganda), de se réunir, d'apprendre et de mieux comprendre l'impact du VIH/SIDA sur l'éducation. C'était une occasion de réfléchir à ce qui est en train d'être fait, à ce qui n'est pas en train d'être fait, et à

ce qui doit être fait. La consultation a été enrichie par la participation de l'Equipe Mobile de Travail et celle d'autres experts. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les participants ont bénéficié des travaux réalisés à l'Université nationale de Namibie sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique institutionnelle sur le VIH/SIDA. Le même genre d'initiative est nécessaire au niveau d'autres institutions du troisième degré.

42. La consultation a permis de déterminer avec précision les besoins, les activités susceptibles d'être menées et celles qui doivent être menées, les personnes qui doivent les mener et leurs collaborateurs ainsi que les moyens d'appui éventuels dont ils devront disposer. Le VIH/SIDA est une priorité dans les quatre pays et des actions sont désormais nécessaires dans le secteur de l'éducation. Des connaissances et des ressources doivent être mises en commun. L'engagement des leaders politiques est requis, les ministères de l'Education, les responsables de l'éducation à tous les niveaux, depuis les bureaux centraux des ministères jusqu'aux écoles et autres institutions éducatives. Il importe de concevoir des plans d'action réalisables et réalistes pour lutter contre le VIH/SIDA dans et à travers le secteur éducatif. La consultation a reconnu l'importance de jeter les bases pour une lutte efficace contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation.

43. Les membres de la consultation ont procédé par des exercices pour mieux comprendre les activités en cours, les forces et faiblesses ainsi que domaines où des actions immédiates ou à long terme sont requises. Beaucoup d'inquiétudes, de priorités et d'actions sont communes aux pays et ceux-ci gagneraient à échanger des expériences et des informations.

Nécessité d'une politique éducative sur le VIH/SIDA et d'une planification stratégique

44. Il faut, dans chacun des quatre pays, élaborer une politique de lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation. Cette politique devrait consister en une déclaration générale d'intention et servir de cadre pour la formulation de politiques et pour les actions à entreprendre à tous les niveaux, depuis les niveaux central, provincial, de district, jusqu'au niveau des écoles et des centres d'enseignement. Il faut que la planification stratégique transforme les déclarations d'intentions en actions concrètes.

Priorités et domaines d'action

45. Plusieurs domaines d'action ont été identifiés lors des discussions sur l'établissement des priorités et la planification de l'action dans les quatre pays, à savoir :

- 1) Revoir et réorganiser la préparation des enseignants, aussi bien ceux non encore enrôlés que ceux déjà en fonction.
- 2) Accélérer la production d'outils didactiques spécifiques au VIH/ SIDA et au changement de comportement.
- 3) Réviser les programmes de formation et prévoir l'intégration durable du VIH/ SIDA dans les programmes scolaires pour sensibiliser les étudiants sur les questions essentielles sur le VIH/SIDA.
- 4) Examiner et reformuler les termes et conditions de travail et d'emploi des enseignants et des autres agents de l'éducation pour stabiliser et réduire les effets du VIH/SIDA sur le système.

- 5) Formuler des politiques et assurer l'appui social pour garantir une éducation de qualité aux orphelins du SIDA.

Domaines de coopération et d'action pour l'UNESCO dans la sous-région

46. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, l'UNESCO devra travailler avec les pays membres de la sous-région et avec les partenaires au développement dans chaque pays en vue de la formulation d'une politique éducative sur le VIH/SIDA, et ceci devrait commencer immédiatement. Il faudra à cet effet sensibiliser les populations et mobiliser l'appui politique et financier, échanger des expériences et des informations, formuler et finaliser des documents de politique. L'UNESCO devra faire part de ses intentions aux ministères de l'Éducation et rechercher des financements avec l'appui technique de l'équipe mobile de travail (EMT).

47. L'UNESCO-Nairobi devra aussi prendre des initiatives pour réunir les chefs des commissions des enseignants et les syndicats nationaux d'enseignants, en vue d'une révision des termes et conditions de travail des enseignants, les systèmes de recrutement et de remplacement des enseignants et la préparation des enseignants. La Commission des enseignants de l'Ouganda a offert d'accueillir très prochainement une telle rencontre.

48. L'UNESCO devra aider les pays à mobiliser des ressources pour l'évaluation de l'impact qui pourrait s'avérer nécessaire pour orienter le processus de planification stratégique sur le VIH/ SIDA et l'éducation. Le Kenya a fait une requête spécifique d'appui de l'UNESCO à l'organisation d'une évaluation d'impact sur le secteur de l'éducation. L'UNESCO devra désormais s'engager aux côtés d'autres partenaires et de l'EMT, à envisager l'organisation et l'appui à cette évaluation d'impact.

49. Les besoins spécifiques des institutions d'enseignement supérieur requièrent un appui ciblé. L'UNESCO-Nairobi pourrait rassembler un certain nombre d'institutions-clés qui sont disposées à élaborer des politiques institutionnelles sur le VIH/ SIDA. Il s'agira de tirer leçons des expériences dans ce domaine et de formuler des projets de politiques sur le VIH/SIDA spécifique à chaque institution. La politique de l'Université de Namibie sur le VIH/ SIDA peut servir de source d'inspiration et d'orientation à cet égard. La formulation d'une politique permettra d'orienter la planification stratégique dans ces institutions d'enseignement supérieur, et, à terme, d'accroître les connaissances et la prise de conscience, de promouvoir des pratiques sexuelles saines, de réduire les autres comportements à haut risque, d'augmenter l'accès aux préservatifs et leur usage, de prévenir et de traiter les maladies sexuellement transmissibles (MST), de promouvoir et d'assurer les conseils et les tests volontaires, de promouvoir un environnement favorable pour le personnel et les étudiants vivant avec le VIH/ SIDA. L'Institut des Sciences et de la Technologie de Kigali (KIST) s'est dit disposé à collaborer dès que possible avec l'UNESCO à l'organisation d'une telle rencontre à laquelle participeraient d'autres institutions de la sous-région.

Préparé par :
Susan Nkinyangi
Conseillère principale en matière de l'éducation
UNESCO Nairobi

ANNEXES

Annexe 1

BUREAU SOUS-REGIONAL DE L'UNESCO – NAIROBI

Consultation sur le VIH/SIDA et l'éducation

Evaluation de la consultation

La plupart des participants ont indiqué que le contenu, les exposés et les travaux en ateliers de la consultation étaient de valeur, et dans bien des cas, très essentiels. Tous les participants ont répondu qu'ils ont beaucoup appris de la rencontre en termes de connaissances et d'expériences.

Commentaires des participants.

- Apprendre à partir des expériences des différents pays représentés à la rencontre était très enrichissant.
- Tous les aspects de la consultation étaient très intéressants et pleins d'informations.
- La consultation a été un franc succès. Elle a offert une occasion de faire une évaluation des activités et de l'implication de l'UNESCO dans la lutte contre le VIH/SIDA. Les ministères de l'Education des pays de la sous-région de l'UNESCO-Nairobi devraient se doter d'une orientation claire sur la politique, les besoins et la voie à suivre en matière de planification stratégique.
- Les services de l'équipe mobile de travail devraient être en mesure d'aider tous les pays membres de la sous-région à renforcer leurs capacités à élaborer leurs plans d'action.
- La méthodologie utilisée est louable. Nous avons été orientés dans l'établissement des priorités et dans les échanges d'expériences entre les pays de la sous-région.
- Le renforcement des volets sur le VIH/SIDA dans l'ordre du jour de l'éducation pour tous (EPT) et dans les programmes de santé scolaire (tels que le FRESH) sont les étapes les plus importantes pour faire avancer les choses.
- Des rencontres comme celles-ci sont nécessaires pour les pays de la sous-région de l'UNESCO-Nairobi.
- La consultation a permis de révéler les faiblesses et les forces du ministère de l'Education dans le domaine du VIH/SIDA.
- La consultation m'a fait acquérir beaucoup de connaissances et de techniques en planification.

- La consultation a mis en évidence la nécessité de soutenir les pays dans leurs priorités et dans leur planification.
- Il faut aider les pays à mobiliser des fonds pour la mise en œuvre des stratégies.
- La plus importante des étapes à venir sera de concevoir un plan national sur le VIH/SIDA et des plans d'action pour la mise en œuvre.
- Il faut élaborer avant tout des stratégies de lutte contre le VIH/SIDA, et l'éducation est l'un des secteurs les plus importants dans la lutte contre le SIDA.
- Il importe d'adopter une approche sectorielle et d'assurer une étroite collaboration entre tous les secteurs.
- J'ai beaucoup appris sur les stratégies et politiques en cours, et sur le niveau atteint par mon pays. J'ai désormais une idée des voies et moyens par lesquels nous pouvons améliorer notre lutte contre le VIH/SIDA.
- Nous devons habiliter tous les sous-secteurs de l'éducation.
- La future étape pour mon pays sera la conception d'un plan stratégique et d'un itinéraire de travail.
- Je suis maintenant mieux informé et j'ai échangé avec les autres pays de la sous-région des idées essentielles qui sont d'une grande valeur.
- Il faut davantage de collaboration entre les pays de la sous-région, notamment en matière d'élaboration de politiques.
- Cette consultation a été très instructive et servira de base à l'élaboration de mon prochain plan d'action.
- J'ai compris qu'il est important de prévoir dans le budget du ministère de l'éducation une ligne pour couvrir toutes les activités et programmes de lutte contre le VIH.
- J'ai compris l'importance d'une politique bien élaborée de lutte contre le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation pour réduire les effets néfastes de ce fléau sur le secteur.
- Il faut veiller à une plus grande implication de l'UNESCO dans l'élaboration des politiques sur le VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation pour chacun des pays membre de la sous-région.
- Maintenant je suis conscient de la nécessité de m'impliquer dans les activités de soins et d'appui et dans les questions de qualité et de gestion
- La plus importante étape à venir est d'élaborer une politique sur le VIH/SIDA et l'éducation.

- Je suis désormais en mesure d'identifier les domaines où les actions sont limitées ou les domaines où aucune action n'a été menée. Le diagramme à ce sujet a été très explicite.
- Il faut immédiatement renforcer les ressources aussi bien humaines que financières pour faciliter la mise en œuvre de la planification du VIH/SIDA dans le secteur de l'éducation.
- Il y a un besoin urgent d'engagement politique pour mobiliser davantage de fonds afin de permettre au ministère de l'éducation de lutter efficacement contre le VIH/SIDA.
- Ce genre de travail devrait être organisé beaucoup plus souvent.

ANNEXE 2

Liste des participants
Consultation sur le VIH/SIDA et l'éducation
Institut de Science et Technologie de Kigali (KIST)
Du 4 au 6 mars 2003, Kigali, Rwanda

BURUNDI

Mme Françoise -Romaine Ndayisenga
Conseillère Pédagogique
Point focal lutte contre le SIDA
Ministère d'éducation nationale
B.P. 1990
Bujumbura, Burundi
Tel : +257 221090/228050/227466

Mr. Vital Rurakengereza
Conseiller Pédagogique: BEPES
Ministère d'éducation nationale
B.P. 1990
Bujumbura, Burundi
Tel : +257 232079/232189

Mr. Fabien Sinankwakure
Cabinet du Ministère de l'éducation nationale
B.P. 1990
Bujumbura, Burundi
Tel: + 257 216 451
Fax: +257 228 477
Email: mineduc@cbinf.com

M. Hubert Sindayigaya
Secrétaire permanent
Commission nationale du Burundi pour l'UNESCO
Boulevard de l'Uprona
B.P. 1990
Bujumbura, Burundi
Tel: +257 216 940
Fax: + 257 223 755

KENYA

Mr. Gabriel M. Muita
Directeur
Kenya Institute of Education (KIE)
Nairobi, Kenya
Tél: + 254 2 3749900-0
Fax: + 254 2 374 5558
Email: kied@wananchi.com

Mme. Mary Njoroge
Directeur-adjoint au ministère de l'éducation
Cadre responsable du service
Ministère de l'éducation, science et technologie
Nairobi, Kenya

Mr. James Ongwae
Secrétaire de la commission du service des enseignants
Ministère de l'éducation, science et technologie
Nairobi, Kenya
Tél : +254 2 211 561 Fax : +254 2 211 818
Email: tsc@onlinekenya.com

Mr. Isaac G. Thuita
Haut Cadre de l'Education
Coordinateur assistant de l'unité de contrôle du SIDA
Ministère de l'éducation, science et technologie
Nairobi, Kenya
Fax: +254 2 215 292

Mr. Elmanus A. Vodoti
Commission Nationale du Kenya pour l'UNESCO
Ministère de l'éducation, science et technologie
Nairobi, Kenya
Tél: + 254 2 338 980/229053-4
Fax: + 254 2 213 025
Email: kncunesco@todays.co.ke

RWANDA

Mr. Eliphaz Bahizi
Secrétaire Général
Commission nationale rwandaise pour l'UNESCO
Ministère de l'éducation
B.P 622
Kigali, Rwanda
Tél:+ 250 83 051/82 746
Fax: + 250 82 162/84 234

Email : ebahizi@mineduc.gov.rw

Ms. Joy Bahumura
Ministère de la Santé
Kigali, Rwanda
Tél : +250 570 916
Fax: +250 574 866
Email: jbahumura@yahoo.fr

Dr Agnès Binagwaho
Secrétaire Exécutive
Commission nationale de lutte contre le SIDA (CNLS)

Dr. Mary Kabanyama-Zigira
Institut supérieur de science et de technologie (KIST)
Ave de l'Armée B.P. 3900
Kigali, Rwanda
Tél: +250 574698
Email: maria@kist.ac.rw

Mr. Samson Kagorora
Ministère de l'éducation (MINEDUC)
Tél: +250 08522632
Email: snk@mineduc.gov.rw

Professor Silas Lwakabamba
Membre du bureau exécutif de l'UNESCO
Institut de Kigali de Science, Technologie et Gestion.
Ave de l'Armée
B.P. 3900
Kigali, Rwanda
Tél: +250 574 696/574 698
Fax : + 250 571 925/571 924
Email: lwakabamba@avu.org

M. Hugu Mukanwanga
Ministère de l'éducation
Kigali, Rwanda
Tél: +250 08562316

Mr. Gratien Murekumbanze
Centre National du Programme de Développement (NCDC)
Kigali, Rwanda

Mme. Cécile Murumunawabo
Point focal pour l'éducation contre le VIH/SIDA
Bureau de la Première Dame
Kigali, Rwanda
Tel: +250 58018

M. Narcisse Musabeyezu
Directeur de l'enseignement pré-primaire et primaire et
Coordinateur national du programme de l'EPT
Ministère de l'éducation, science, technologie et recherche.
B.P. 622
Kigali, Rwanda
Tél: + 250 82 445
Mobile: + 250 0850 2935
Fax: + 250 82162
Email: n-musabe@avu.org

M- Juvénal Mushimiyimana
Université Adventistes d'Afrique Centrale (UAAC)
Tél : +250 08467745

Mr. Eugene Mutimura
Institut de santé de Kigali
Kigali, Rwanda
Tél: +250 08429047/572172/571968
Email: eumuran@yahoo.co.uk

Mr. Yalens Ntemrembo
Point Focal
Unité contre le VIH/SIDA
Province Kibungo
Rwanda
Tél: +250 0841 5715 +250 566 526

Mr. Straton Ntihinyuzwa
Institut de Kigali pour l'Education
B.P. 5040 Kigali
Kigali, Rwanda
Tél: +250 08565683/514158
Email: ntihinyuzwa@yahoo.fr

Mr. Melchiad Ruberintwali
Institut de Santé de Kigali
Kigali, Rwanda
Tél: +250 08598607
Email: rubermelc@yahoo.fr

Mr. Gratien Rurekumbanze
Commission nationale rwandaise pour l'UNESCO
Ministère de l'éducation
B.P 622
Kigali, Rwanda
Tel:+ 250 83 051/82 746
Fax: + 250 82 162/84 234

Ms. Emile Ruberwa

Chargé de presse
Ministère de l'éducation (MINEDUC)
B.P 622
Kigali, Rwanda

M. Emmanuel Rusanganwa
Chef HIV/AIDS Unit
Ministère de l'éducation (MINEDUC)
B.P 622
Kigali, Rwanda
Tel: +250 08507790

Mr. John Rutayisire
Directeur du Centre National du Programme de Développement

M. Casimir Rutayitera
Secrétaire générale
Ministère de l'éducation (MINEDUC)
B.P 622
Kigali, Rwanda

Ms. Jeannine Uwimana
Institut de Kigali de Science, Technologie et Gestion
Ave de l'Armée
B.P. 3900
Kigali, Rwanda
Tél: +250 1250 57 4698
Email: uwim99@yahoo.fr

Clubs Anti-SIDA (Anti-AIDS Clubs)

- . Université nationale, National University of Rwanda
- . Institut de Kigali de Science, Technologie et Gestion
- . Institut de Kigali de Science et Technologie
- . Institut de Kigali de l'éducation

UGANDA

Mr. F.Uma Agula
Assistant membre de la commission/Enseignement secondaire
Ministère de l'éducation et sports
B.P. 7063
Kampala, Uganda

Ms. Anastasia Nakkazi
Commission nationale Ougandaise pour l'UNESCO
Crested Towers
Hannington Road
B.P. 4962
Kampala, Uganda

Tél: + 256 41 259 713/ 0234 440/1-9
Fax: +256 41 258405/234920
Email: ugunesco@africaonline.co.ug

Mr. Sam Onek
Directeur de l'Education
Ministère de l'éducation et sports
B.P. 7063
Kampala, Uganda

Mr. Haji Lubega Waggwa
Chef de la commission du service de l'éducation

Facilitateur

Professeur Barnabas Otaala
Université de Namibie
Private Bag 13301 Windhoek
Namibia
Tél: + 264 61 2063312/3313
Fax: + 264 61 2063320
Email: botaala@unam.na

Equipe Mobile de Travail sur le VIH et l'Education (MTT)

Professor Michael Kelly
Luwisha House,
B.P. 35391,
Plot 5880 Great East Road,
Lusaka, Zambia
Tél: + 260 1 291 606
Fax: + 260 1 293 763
Email: mjkelly@zamnet.zm

Ms. Carol Morgan Coombe
Consultante sur le VIH et l'Education et membre de l'Equipe Mobile de Travail (MTT)
Tél: +27 12 342 2857
Fax: +27 12 342 6320
Cell: +27 82 923 0477
Email: coombe@mweb.co.za

Ms. Wendy Heard
Consultante sur le VIH et l'Education
Tél: +27 31 561 5922
Fax: +27 31 561 5927
Cell: +27 83 7934682
Email: Wendy@education.co.za

UNESCO

Ms. Dorcella Bazahica
Point Focal VIH/SIDA
Administrateur national
Bureau de l'UNESCO à Bujumbura
P.O. Box 1490
Bujumbura, Burundi
Tel: + 257 2 15 382
Fax: + 257 2 15383
Email: d.bazahica@unesco.org

Ms. Jeanne Bushayija
Administrateur National
Bureau de l'UNESCO à Kigali
B.P. 2502
Kigali, Rwanda
Tél: + 250 5138 45 16
Fax : + 250 76 772
Email: j.bushayija @unesco.org

Dr. Susan Nkinyangi
Conseillère principale de l'Education
Bureau de l'UNESCO à Nairobi
B.P. 30592
Nairobi, Kenya
Tél : + 254 2 622 036
Fax: + 254 2 622 750
Email: Susan.Nkinyangi@unesco.unon.org

Ms. Alice Ochanda
Point Focal VIH/SIDA
Bureau de l'UNESCO à Nairobi
B.P. 30592
Nairobi, Kenya
Tél : + 254 2 622 366
Fax: + 254 2 622 750
Email: Alice.Ochanda@unesco.unon.org

ANNEXE 3

Programme de la consultation

Consultation sur le VIH/SIDA et l'éducation Du 4 au 6 mars 2003, Kigali, Rwanda

Mardi, 4 mars 2003

Session 1	Silas Lwakabamba, Recteur de l'Institut des Sciences, de la technologie et de la gestion. Président de séance.
9h00-10h00	. Cérémonie d'ouverture . Commission nationale rwandaise pour l'UNESCO (CNRU) . UNESCO . Equipe Mobile de Travail sur le VIH et l'éducation (MTT) . Ministère de l'Education, Rwanda . Présentation des participants
10h00-11h00	Le VIH/SIDA et l'éducation en Afrique: aperçu des résultats et des défis, options prometteuses, Michael Kelly et Barnabas Otaala
11h00-11h30	Pause café/thé
Session 2	Narcisse Musabeyezu, président de la séance
11h30-12h00	Exposé de l'équipe représentant le Burundi
12h00-12h15	Discussions et remarques en panel
12h15-12h45	Exposé de l'équipe représentant le Kenya*
12h45-13h00	Discussions et remarques en panel
13h00-14h30	Pause café/thé
Session 3	Jeanine Bushayija, président de la séance
14h30-15h00	Exposé de l'équipe représentant le Rwanda*
15h00-15h15	Discussions et remarques en groupes
15h15-15h45	Pause café/thé
15h45-17h00	Discussions en groupes sur les thèmes convergents (tels que : la nécessité de formuler des politiques, de planifier la mise en œuvre, de renforcer les capacités, de financer et de nouer des partenariats).

Réception

Mercredi, 5 mars 2003

Session 4

Gabriel Muita, président de séance

9h00-9h30
9h30-9h45

Exposé de l'équipe représentant l'Ouganda*
Discussions et remarques en panel

9h45-10h30

Exposé sur le VIH/SIDA dans le programme 'Education Pour Tous' (EPT) et mobilisation de ressources pour garantir des infrastructures efficaces de santé scolaire (FRESH) suivi de discussions, Michael Kelly, Barnabas Otaala, Susan Nkinyangi

10h45-11h15

Pause café/thé

11h15-13h00

Exposé sur l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes éducatifs et le défi de la gestion, suivi de discussions, Carol Coombe et Wendy Heard

13h00-14h30

Déjeuner

Session 5

Eliphaz Bahizi, président de séance

14h30-16h30

Exercices sur la planification stratégique, en mettant l'accent sur la réduction durable de l'impact du VIH/SIDA sur les systèmes éducatifs, exposé de l'Equipe Mobile de Travail par M. Kelly, C. Coombe, W. Heard

16h30-17h00

Pause café/thé

17h00-17h30

Voies et moyens d'appuyer les pays de la sous-région de Nairobi en matière de une planification stratégique ; initiative éventuelle de planification régionale

Jeudi, 6 mars 2003

Session 6

Sam Onek, président de séance

9h00-10h30

Stratégie de l'UNESCO sur le VIH/SIDA et l'éducation pour l'Afrique sub-saharienne et mobilisation de ressources pour garantir des infrastructures efficaces de santé scolaire (FRESH), M. Kelly, B. Otaala, S. Nkinyangi

10h30-11h00

Pause café/thé

11h00-11h30

Etablissement des priorités, M. Kelly.

11h30-13h00	Travaux en ateliers nationaux sur la l'établissement des priorités dans les domaines de prévention, des soins et de l'appui et de la protection de la qualité.
13h00-14h00	Déjeuner
Session 7:	Emmanuel Rusanganwa, président de séance
14h00-15h30	Rapport des ateliers sur les priorités.
15h30-16h15	Examens des hypothèses et principes de base, C. Coombe
16h15-16h30	Pause café/thé
16h30-17h30	Thèmes/questions, perspectives Les étapes suivantes pour la sous-région de l'UNESCO-Nairobi . Points de vue des participants sur l'avenir. Fin
18h00	Soirée culturelle.